# Consommation

ANNALES DU C.R.E.D.O.C.

Sou1959 - 2987 à 2993

1959 nº 1

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation est un organisme scientifique autonome créé en 1953 sur l'initiative du Commissariat Général à la Productivité et fonctionnant dans le cadre de l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité. L'orientation de ses travaux est définie par un Comité Directeur que préside M. F.-L. CLOSON, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Les travaux du C. R. E. D. O. C. se développent dans les guatre lignes suivantes :

- Etude de l'évolution de la consommation globale par produit et par groupe socioprofessionnel.
- Analyse du comportement du consommateur et économétrie de la demande.
- Etablissement de perspectives de consommation à moyen terme.
- Méthodologie de l'étude de marché des biens de consommation.

Les résultats de ces travaux sont en général publiés dans la revue trimestrielle « Consommation ».

Exceptionnellement, ils peuvent paraître sous forme d'articles dans d'autres revues françaises ou étrangères, ou bien faire l'objet de publications séparées, lorsque leur volume dépasse celui d'un article de revue.

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation peut en outre exécuter des études particulières à la demande d'organismes publics ou privés. Ces études ne font qu'exceptionnellement l'objet de publication et seulement avec l'accord de l'organisme qui en a demandé l'exécution.

#### COMITÉ DIRECTEUR

#### Président : M. F.-L. CLOSON

Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

- M. G. ARDANT, Inspecteur Général des Finances.
- M. E. ARRIGHI DE CASANOVA, Directeur du Commerce Intérieur au Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- M. A. BAPAUME, Secrétaire Général de la Fédération des Ingénieurs et Cadres (C. F. T. C.).
- M. P. BENAERTS, Délégué Général du Conseil National du Commerce.
- M. W. BISHOP, Président d'Honneur, Fondateur de d'Association Nationale des Praticiens en Etudes de Marchés.
- M. F. BOUQUEREL, Professeur au Centre de Perfectionnement dans l'Administration des Affaires de la Chambre de Commerce de Paris.
- M. M. CÉPÉDE, Directeur des Etudes et du Plan au Ministère de l'Agriculture.
- Ministère de l'Agriculture.

  M. G. DESSUS, Directeur à la Banque de l'Indochine.
- M. R. DUMAS, Directeur de la Statistique Générale du Service Commun de la Statistique (Marché Commun).
- M. J. DUMONTIER, Directeur de la Statistique Economique et de la Conjoncture.
- M. P. GROS, Président de la Compagnie des Chefs d'Approvisionnement.
- M. C. GRUSON, Chef du Service des Etudes Economiques et Financières au Ministère des Finances.
- M. G.-Th. GUILBAUD, Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

- M. L. GUIBOURGE, Président de l'Union Nationale des Associations Familiales.
- M. P. HAZEBROUCK, Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Directeurs Commerciaux.
- M. J.-M. JEANNENEY, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris; Directeur du Service d'Etude de l'Activité économique de la Fondation Nationale des Sciences politiques.
- M. P. MASSE, Commissaire Général au Plan et à la Productivité.
- M. R. PENICHOU, Secrétaire Général de la Société Générale des Coopératives de Consommation.
- M. F. PERROUX, Professeur au Collège de France; Directeur de l'Institut de Science Economique Appliquée.
- M. M. RIVES, Directeur du Service Interconsulaire du Commerce et de la Distribution.
- M. A. ROMIEU, Président de l'Union Fédérale de la Consommation.
- M. A. SAUVY, Professeur au Collège de France; Directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques.
- M. R. SPEYSER, Vice-Président de la Confédération Générale des Cadres.
- M. R. TROMELIN, Secrétaire Général de l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité.

## **Consommation**

ANNALES DU CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION 30, rue d'Astorg — PARIS-8°

Abonnements : France : 3 000 F - Etranger : 3 300 F - Le numéro : 1 000 F

VI° année

### sommaire

ianvier mars 1959 - Nº 1

#### **ÉTUDES** L'étude régionale de la consommation 3 **Hubert FAURE** 1 - L'analyse régionale des dépenses des ménages Claude SEIBEL II - Variations régionales des consommations alimentaires ... 25 Alain VESSEREAU Etude régionale des consommations pharmaceutiques ..... **NOTES ET CHRONIQUES** Monique CHASSERANT Quelques données démographiques sur les assurés sociaux ..... 79 Jean ALBERT Demande de logements locatifs ou en propriété .. .. .. 86 Henri BROUSSE La consommation des jus de fruits en France en 1956 et 1957.. 91 **BIBLIOGRAPHIE**

## L'ÉTUDE RÉGIONALE DE LA CONSOMMATION

L'étude des différences régionales dans les niveaux de vie et les habitudes de consommation est importante pour beaucoup d'utilisations: établissement de programmes de développement régional, détermination de quotas de vente, etc. Cette étude est cependant délicate à partir des documents habituellement disponibles: on n'a de statistiques de consommation ou de ventes au niveau départemental ou régional que pour un petit nombre de produits, qui ne permettent pas de reconstituer une image fidèle des budgets familiaux. Les statistiques sur les revenus distribués, le plus souvent d'origine fiscale, sont elles-mêmes difficiles à interpréter.

Les enquêtes de budgets familiaux, qui retracent l'ensemble des dépenses d'un échantillon de foyers, permettent une étude beaucoup plus directe du problème. Cependant, même dans le cas de très vastes enquêtes, on ne peut procéder qu'à une analyse régionale assez sommaire, car il faut que les échantillons correspondant à chaque région soient assez nombreux et représentatifs de l'ensemble de la population de la région.

Les études qui suivent analysent, pour les huit régions de sondage de l'I.N.S.E.E., les résultats de l'enquête sur les budgets familiaux de 1956. Dans chacune de ces huit régions, l'échantillon de ménages interrogé est représentatif de l'ensemble de la population pour chaque catégorie sociale et chaque type d'habitat. L'enquête peut donc être exploitée pour chaque région avec autant de sûreté que pour l'ensemble de la France. Par contre, l'analyse des résultats de l'enquête pour des régions plus petites et donc mieux individualisées exigerait d'abord un important travail de correction de la structure de l'échantillon, qui n'a pas encore pu être fait.

On a séparé dans cette étude trois populations bien distinctes (dites « types sociaux »): les ménages d'exploitants et d'ouvriers agricoles; les ménages non agricoles habitant les communes rurales et les ménages urbains. Cette distinction est essentielle. En effet, les niveaux de vie et les habitudes de consommation varient nettement avec le type social à l'intérieur de chaque région. En même temps, la répartition de la population entre les trois types sociaux varie

considérablement d'une région à l'autre. L'étude de l'ensemble de la population de chaque région ne permettrait donc pas d'isoler l'influence propre de la région, mais y mêlerait l'effet des différences dans la répartition de la population entre les trois types sociaux.

Les données de base sont présentées dans une série de tableaux (p. 46 à 63) que commentent deux articles.

Le premier, de M. Faure, étudie les niveaux de vie et la répartition des consommations entre l'alimentation et les autres grands groupes. Pour l'ensemble de la France, les consommations totales par ménage varient peu d'un groupe social à l'autre, mais comme les ménages agricoles sont dans l'ensemble plus gros que les ménages non agricoles, on observe une différence importante dans les consommations totales par personne, qu'on peut retenir comme une bonne indication du niveau de vie: le niveau de vie de la population agricole est inférieur de 25 à 30 % à celui de la population non agricole.

Les niveaux de vie varient assez peu d'une région à l'autre pour chaque type social, avec une exception très importante: ils sont nettement plus élevés dans la région parisienne que dans le reste de la France. Par contre, l'étude ne confirme pas l'opinion courante selon laquelle les revenus seraient nettement plus faibles dans le Sud que dans le Nord: la différence entre le Sud et le Nord traduit surtout la différence dans l'importance relative des populations agricoles et non agricoles. Il semblerait plus exact de distinguer trois grandes zones, par ordre de niveaux de vie croissants: la moitié Ouest de la France, la moitié Est et la région parisienne.

Compte tenu de l'autoconsommation, estimée au prix de détail dans les communes rurales, la valeur de la consommation alimentaire par tête varie peu d'une région à l'autre, sauf pour la population agricole, où les différences observées correspondent largement à l'importance variable de l'autoconsommation.

Pour les grands groupes de dépenses non alimentaires, les différences observées ne correspondent pas uniquement aux différences de niveau de vie : c'est ainsi que les dépenses de santé sont particulièrement faibles dans le Nord et le Nord-Est, où les dépenses d'habitation sont par contre élevées, etc.

Il résulte de ces différences que la part de chaque sous-population dans le marché total des grands groupes de produits n'est pas proportionnelle aux effectifs de ces sous-populations. Ce résultat, explicité dans le tableau V est important pour la détermination de quotas de ventes. Une précaution est cependant nécessaire: l'étude repère les dépenses des ménages résidant dans une région, quel que soit le lieu où ils ont effectué leurs achats. Or, une partie non négligeable des ventes d'un produit dans une localité peuvent être faites à des habitants d'autres localités: les ruraux achètent en ville certains produits; les ventes aux touristes peuvent, dans certaines régions, avoir une importance assez considérable pour des produits particuliers.

Le second article, dû à M. Seibel, étudie la structure des budgets alimentaires. Si la consommation alimentaire par tête varie peu avec la région et le groupe social, on observe d'importantes différences dans la répartition du budget alimentaire entre les principaux groupes de produits, ces différences étant plus marquées dans les communes rurales que dans les villes.

On peut ainsi mettre en évidence des budgets alimentaires types par région, et remarquer que la consommation de certains produits est liée à celle d'autres produits par des relations de substitution ou de complémentarité.

C'est ainsi que le Nord est caractérisé par de fortes consommations de corps gras, l'Ouest de faibles consommations de produits laitiers, le Sud-Ouest de très fortes consommations de viandes et le Midi méditerranéen de fortes consommations de légumes, de fruits et de produits laitiers.

## I - L'ANALYSE RÉGIONALE DES DÉPENSES DES MÉNAGES

nar

#### **Hubert FAURE**

#### INTRODUCTION.

L'enquête sur les budgets familiaux réalisée par l'I.N.S.E.E. et le C.R.E. D.O.C. en 1956 et 1957 (1) a permis de calculer les dépenses moyennes des ménages dans huit grandes régions. Nous tenterons une analyse de ces dépenses considérées isolément par produit, et globalement comme dépense totale annuelle. Il est intéressant de savoir en effet s'il existe des différences régionales entre ces dépenses moyennes et dans quelle mesure elles peuvent être expliquées par une différence de niveau de vie ou par la situation géographique des consommateurs.

Les huit régions choisies, représentées sur la carte ci-après, sont adoptées par l'I.N.S.E.E. pour ses enquêtes par sondage, et nous les avons utilisées sans modification. Elles sont basées sur un échantillon représentatif des communes françaises et groupent des départements assez homogènes rassemblant un nombre approximativement égal d'habitants. Cet échantillon permet de distinguer dans chaque région trois types sociaux dont le

niveau de vie et le comportement sont distincts :

- Les agriculteurs exploitants et ouvriers agricoles, qui disposent de revenus monétaires moyens inférieurs à ceux de l'ensemble de la population, mais qui autoconsomment une partie de leur produc-

- Les ménages non agricoles, habitant les communes rurales de moins de 2 000 habitants agglomérés au chef lieu, qui peuvent aussi autoconsommer leur production.

 Les habitants des communes et des villes de plus de 2 000 habitants, non agriculteurs, chez qui l'autoconsommation est très faible.

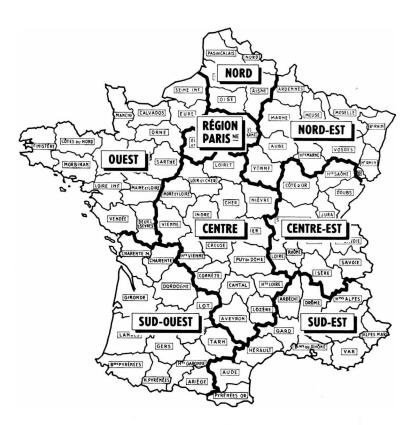
Ces trois types sociaux sont en proportions variables dans chaque région ; leur comportement n'étant pas le même, il fallait les considérer séparément pour que les différences régionales observées sur les dépenses puissent être attribuées à des influences purement géographiques et non à l'influence de la catégorie de population.

Nous étudierons la consommation totale des ménages, c'est-à-dire les achats et l'autoconsommation, estimés en valeur. Ces trois grandeurs sont calculées soit en moyenne par ménage quelle que soit sa dimension, soit

par personne quels que soient l'âge et le sexe de celle-ci.

<sup>(1)</sup> Voir les budgets familiaux en 1956, « Consommation », nº 1, janvier-mars 1958, p. 29.

#### CARTE I





Régions I. N. S. E. E.	Nombre de ménages	Nombre de personnes
Parisienne .	2 737 880	7 578 098
Nord	1 433 040	4 761 907
Ouest	<b>2</b> 181 560	7 409 940
Nord-Est	1 384 640	4 673 032
Centre	1 385 420	4 417 909
Centre-Est.	1 490 660	4 730 078
Sud-Est	1 436 340	4 553 040
Sud-Ouest .	1 368 500	4 653 170
Toutes	13 418 040	42 777 174



La valeur des achats est donnée directement sur le carnet de comptes rempli par les enquêtés. La valeur de l'autoconsommation — exprimée en quantités sur le carnet de comptes — est assimilée à ce que les ménages auraient dépensé s'ils avaient dû acheter les produits qui viennent de leur exploitation. On peut se demander quels prix doivent être utilisés : les prix à la production, les prix de détail dans les communes rurales ou les prix de détail, plus élevés, pratiqués dans les agglomérations plus importantes. On pourrait adopter un prix intermédiaire. lci nous avons choisi pour l'autoconsommation des agriculteurs et des ruraux, le prix de détail sur le marché rural. Nous avons vérifié que la substitution des prix de gros aux prix de détail ruraux changeait assez peu la valeur de l'autoconsommation (1).

L'enquête concernait les dépenses des résidents de chaque région, qui pouvaient être effectuées à l'intérieur ou à l'extérieur de cette région. Elle excluait en revanche les achats des personnes de passage. Cette optique est donc différente de celle qui consiste à rassembler les statistiques de ventes des commerces de détail dont la clientèle n'est pas nécessairement locale (2). Les résultats obtenus par une telle méthode ne peuvent donc pas être directement comparés avec ceux de l'enquête, utilisés ici.

Les résultats détaillés figurent dans les tableaux I à V en annexe; nous présenterons sur des graphiques les aspects les plus marquants de la structure des consommations mise ainsi en évidence.

On étudiera successivement la consommation totale annuelle moyenne des ménages de chaque région, qui peut être décomposée en deux grands groupes : la consommation alimentaire qui fait l'objet de l'article de M. Seibel (3) et la consommation non alimentaire, dont nous analyserons la structure, pour conclure par quelques indications sur la part de chaque région dans le marché total, fournissant ainsi des matériaux pour déterminer des quotas de vente.

#### I. — LA CONSOMMATION TOTALE

Il est en général difficile d'obtenir, au moyen d'enquêtes par sondage, des renseignements directs sur les revenus des ménages, car ils sont souvent mal déclarés (4). Mais à défaut des revenus, la dépense totale de consommation peut fournir une approximation suffisante du niveau de vie (5). On a donc enregistré toutes les dépenses des ménages et les recettes provenant par exemple de sous-locations, ventes de biens durables, et prestations sociales. A strictement parler, la dépense totale correspond aux seuls achats des ménages. Il peut cependant être intéressant, pour ne pas fausser les comparaisons de région à région, d'ajouter à ces achats une évaluation de la consommation

<sup>(1)</sup> Les prix utilisés, obtenus soit à partir des bulletins régionaux de l'I.N.S.E.E. soit à partir d'autres sources comme l'enquête sur les dépenses de viandes et de produits latitiers faite par l'I.N.S.E.E. en 1955, n'ont pas été différencies par région. En effet, les différences régionales, comme le montre l'examen des prix dans l'enquête sur le lait et la viande, sont assez faibles et peu significatives compte tenu du degré de précision des résultats. Par contre, on a utilisé des prix différents pour les produits autoconsommés par les agriculteurs et les ruraux et pour ceux autoconsommés par le reste de la population.

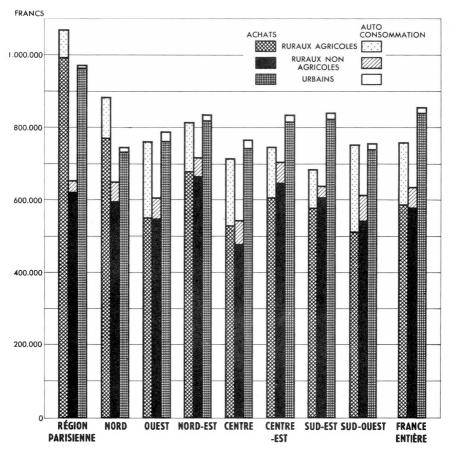
<sup>(2)</sup> Voir par exemple: LE MARCHÉ FRANÇAIS, numéro spécial annuel de la revue VENDRE donnant un indice départemental dit-de-« richesse vive » et l'ESPACE ÉCONOMIQUE FRANÇAIS ouvrage publié par l'I.N.S.E.E. donnant des statistiques et un indice de revenu départemental.

<sup>(3)</sup> Voir l'article suivant dans ce même numéro.

<sup>(4)</sup> Voir ci-après, p. 14, tableau nº 4.
(5) Les réponses aux questions concernant les revenus, bien que manifestement sous-évalués, n'en sont pas moins utilisables pour des comparaisons entre catégories de population.

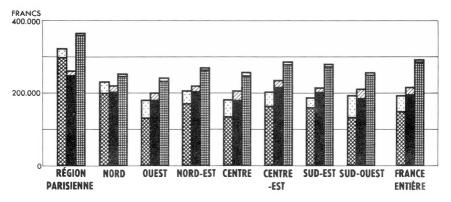
GRAPHIQUE I

Consommation totale moyenne par ménage



GRAPHIQUE II

Consommation totale moyenne par personne



par les producteurs de leur propre production, autrement dit l'autoconsommation, qui est un élément important et variable de la consommation alimentaire.

Dans les développements qui suivent, nous retiendrons les deux notions selon les buts poursuivis.

Les tableaux I et II (en annexe) et les Graphiques correspondants I et II permettent de faire les observations suivantes : la consommation totale par ménage mesurée par la somme des achats et de l'autoconsommation est en moyenne de 95! 000 F(1) dans la région parisienne et particulièrement élevée pour les agriculteurs de cette région. Dans les autres régions, la consommation totale est nettement plus basse et reste à un niveau voisin de 740 000 F pour l'ensemble de la population. On remarque en outre l'infériorité de la consommation des ruraux en général. En passant à la consommation totale par personne on observe encore un chiffre plus élevé dans la région parisienne (356 000 F) que dans les autres régions, où les consommations se situent à un niveau proche de 230 000 F. Mais cette fois la consommation des agriculteurs vient au troisième rang — sauf pour les régions de Paris et du Nord — à cause de l'influence du nombre de personnes par ménage : 3,9 en moyenne chez les agriculteurs, contre 2,9 pour le reste de la population. Pour une consommation par ménage analogue les familles agricoles, plus nombreuses, ont une consommation par tête inférieure à celle des autres catégories.

Si l'on considère maintenant la consommation totale mesurée par la somme des achats — donc en excluant la valeur de l'autoconsommation — on observe que la dépense moyenne **par ménage**, dans la région parisienne, se situe encore au-dessus de la moyenne des sept autres régions, où les dépenses s'établissent sensiblement au même niveau. On observe cette fois la supériorité de la dépense des urbains — sauf pour la région parisienne et le Nord — sur celle des deux autres types sociaux, pour lesquelles l'autoconsommation est importante.

Les résultats **par personne** conduisent aux mêmes observations. De plus on observe que les agriculteurs — sauf dans la région parisienne — se trouvent au troisième rang à la fois parce qu'on ne tient pas compte de leur autoconsommation et parce que le nombre de personnes par famille y est plus élevé que pour les deux autres catégories.

En résumé, le niveau de consommation annuelle est nettement plus élevé dans la région parisienne que dans le reste de la France. Les ménages d'agriculteurs y ont en particulier une consommation annuelle élevée. Il en est de même pour les agriculteurs du Nord : l'autoconsommation comptée au prix du marché rural leur donne une dépense par ménage voisine de celle des autres catégories de population.

Les données ainsi analysées permettent de déterminer des indices de niveau de vie régionaux pour l'ensemble de la population et pour chaque type social : agriculteurs et non agriculteurs. Dans le paragraphe précédent, on considérait les dépenses moyennes ; on peut rapporter maintenant la somme globale des dépenses de tous les habitants d'une région à leur nombre, obtenant ainsi un indice de niveau de vie, dont la base, égale à 100, est la valeur du rapport correspondant pour la France entière.

L'indice IIO signifie par exemple que dans une région le rapport de la dépense totale à la population est supérieur de IO % au même rapport dans la France entlère.

<sup>(1)</sup> Précisons une fois pour toutes qu'il s'agit de données relatives à 1956 en ce qui concerne les dépenses, 1955 en ce qui concerne les revenus.

#### On a calculé les indices avec et sans autoconsommation (tableau nº 1).

TABLEAU N° 1
INDICE DE NIVEAU DE VIE POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

	Somme des dépenses de tous les habitants de la région en ‰ du total pour la France				
-	Sans auto- consommation	Avec auto- consommation			
Région parisienne Nord Ouest Nord-Est Centre Lyonnais Midi Méditerranéen Sud-Ouest	265, 1 95, 5 134, 5 103, 4 85, 4 117, 3 108, 4 90, 4	250, 2 93, 3 142, 8 102, 1 91, 0 117, 6 106, 1 96, 9 1 000, 0			
	Indice pa	r habitant			
Région parisienne Nord Ouest Nord-Est Centre Lyonnais Midi-Méditerranéen Sud-Ouest	149,5 85,7 77,6 94,6 82,8 106,1 101,8 83,1	141, 2 83, 7 82, 4 93, 4 88, 3 106, 3 99, 6 89, 1			

Le fait d'ajouter l'autoconsommation fait baisser l'indice de la région parisienne de 149,5 à 141,2, mais relève les indices de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest de 5 à 6 points autour de l'indice 80. Dans ces trois régions en effet, l'autoconsommation est très forte (11 à 12 % de la consommation totale, au lieu de 7 % en moyenne).

On a fait le même calcul que précédemment en séparant les agriculteurs des deux autres catégories et obtenu les indices suivants en groupant les urbains et les ruraux (tableau n° 2) :

TABLEAU Nº 2

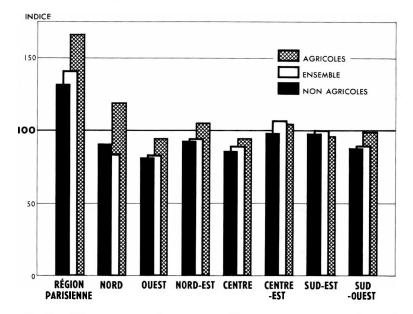
	Agriculteurs	Non Agriculteurs
Région Parisienne	166	132
Nord	119	91
Ouest	94	82
Nord-Est	105	93
Centre	94	86
Lyonnais	104	98
Midi	96	98
Sud-Ouest	99	88

Ces indices ont été portés sur le graphique n° III pour les comparer aux indices relatifs à l'ensemble de la population.

#### GRAPHIQUE III

#### Indice régional de consommation totale pour les agriculteurs les non-agriculteurs et l'ensemble de la population

(La base de 100 se rapporte à la moyenne pour la catégorie de population dans la France entière.)



L'indice 100 donne pour la France entière le rapport des consommations totales d'un type social à la population de celui-ci. On voit donc que pour les agriculteurs des régions autres que la région parisienne, le rapport des dépenses à la population reste voisin du rapport relatif à la France entière, tandis que pour les non-agriculteurs, ceux de la région parisienne ont un indice nettement au-dessus de 100 et ceux des autres régions nettement au-dessous.

Dans le tableau n° 3 on a comparé la consommation totale des agriculteurs à celle des urbains et de l'ensemble de la population respectivement, en calculant le rapport de leurs consommations totales, autoconsommation comprise.

La somme des consommations par ménage des agriculteurs est inférieure de 11 % à celle des urbains ; par personne, elle est inférieure de 34 %. On remarque cependant que dans la région parisienne et le Nord les agriculteurs ont une consommation par ménage nettement plus élevée que celle des urbains. Cela vient peut être du fait que dans les régions de grandes exploitations agricoles, il a été difficile pour les enquêtés de séparer certaines dépenses d'exploitation des dépenses du ménage. Les loyers sont un bon exemple de cette difficulté ; il n'est pas impossible en effet que dans ces régions, les ménages d'agriculteurs n'aient pas séparé leurs loyers d'habitation des loyers de la ferme, ni les impôts personnels des impôts fonciers.

TABLEAU N° 3

RÉGIONS	Rapport a	griculteurs urbains	Rapport $\frac{\text{agriculteurs}}{\text{ensemble}}$		
	Par ménage	Par tête	Par ménage	Par tête	
Région Parisienne Nord Ouest Nord-Est Centre Lyonnais Midi méditerranéen Sud-Ouest	110,1 118,2 96,6 97,3 93,2 89,6 81,5 99,5	88,5 91,2 75,2 75,8 71,3 70,4 67,3 74,8	113,0 119,6 106,5 102,9 105,7 96,0 88,6 105,7	90,5 94,9 87,3 84,2 84,5 79,8 75,8	
ENSEMBLE DES RÉGIONS (1)	89,2	66,1	97,4	76,5	

On a comparé enfin les revenus déclarés par chaque type social de chaque région à leur dépense totale estimée par la somme de leurs achats, donc sans compter l'autoconsommation. Le tableau nº 4 donne les pourcentages des revenus déclarés exprimés en fonction de la dépense totale.

TABLEAU Nº 4

RÉGIONS	Agriculteurs	Ruraux Urbains		Ensemble
Région parisienne	80,1 %	82,4 %	84,5 %	84,3 %
Nord	67 %	79,6%	83,5 %	81,0 %
Ouest	87,1 %	87,2 %	80,0 %	84,0 %
Nord-Est	92,6%	83,0%	81,8 %	83,3 %
Centre	99,4 %	85,0 %	80,8 %	86,5 %
Lyonnais	84,5 %	79,5 %	82,3 %	81,9 %
Midi méditerranéen	93,3 %	85,6 %	83,7 %	85,5 %
Sud Ouest	99,7 %	88,5 %	81,0%	93,2 %
	00	84	83	84
	90	04	83	84

<sup>(1)</sup> On peut s'étonner du fait que les pourcentages correspondant à l'ensemble des régions soient plus bas que les pourcentages correspondant aux régions. Cela vient de ce que les pourcentages régionaux sont des rapports de revenus moyens, compte non tenu des nombres de ménages de la région, tandis que pour l'ensemble des régions le pourcentage indiqué est le rapport de deux revenus obtenus comme une moyenne des revenus régionaux, pondérés par les nombres de ménages de l'échantillon. Or, les nombres de ménages des agriculteurs et des urbains par exemple, ne sont pas proportionnels d'une région à l'autre. C'est surtout le cas de la région parisienne :

Nombre de ménages de l'échantillon

	Agriculteurs	Urbains
	_	_
Région parisienne	88	4.022
Ensemble	3.554	12.413

Les revenus déclarés sont en moyenne inférieurs de 16 % à la dépense totale. Chez les urbains la sous-déclaration est d'environ 17 % et varie peu d'une région à l'autre. Chez les agriculteurs elle est en moyenne de 10 % mais plus forte dans la région parisienne et le Nord. Chez les ruraux elle est de 16 % en moyenne. Ce sont donc les agriculteurs qui auraient le mieux déclaré leurs ressources, à l'exception de ceux du Nord et de la région parisienne. Ceci est peut-être dû au fait que les agriculteurs n'exercent pas d'activités secondaires rémunérées, activités au contraire assez fréquentes dans la population urbaine et non déclarées habituellement.

Les ménages enquêtés ont en outre indiqué leurs ressources des douze mois précédant l'enquête. Les revenus agricoles, étant déterminés annuellement par la récolte, conditionnent vraisemblablement assez étroitement les dépenses de consommation de l'année suivante. Dans le cas des nonagriculteurs au contraire où les revenus se forment mois par mois ou semaine par semaine, on peut supposer que les dépenses d'une année sont plus étroitement liées aux revenus courants qu'à ceux de l'année précédente.

Ce phénomène expliquerait le moindre écart entre revenu et dépense parmi les agriculteurs que dans les deux autres types sociaux.

#### II. — STRUCTURE DES CONSOMMATIONS

#### a) Part de la dépense alimentaire et de l'autoconsommation dans la consommation totale :

Les graphiques IV & V permettent de se rendre compte des variations de la consommation alimentaire entre les huit régions. La consommation alimentaire par ménage présente de fortes variations par région et par type social. On remarque l'importance décroissante de l'autoconsommation lorsqu'on passe des agriculteurs aux urbains. Cette autoconsommation semble élever le niveau de la consommation alimentaire des agriculteurs bien au-dessus de celui atteint par le reste de la population. Cela est dû au nombre plus élevé de personnes dans les ménages d'agriculteurs. En effet, le graphique donnant la consommation alimentaire par personne montre que celle-ci varie très peu entre régions.

Par contre, la part de la consommation alimentaire dans la consommation totale (tableau n° 5 et graphique n° VI) varie de façon assez nette. Le pourcentage tend à diminuer quand la consommation totale augmente. Les agriculteurs consacrent une part supérieure de leurs ressources à l'alimentation; en outre, ce pourcentage est plus dispersé pour eux que pour le reste de la population. Ceci est dû aux variations des autoconsommations, très fortes dans les régions de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest, où les petites exploitations agricoles sont nombreuses.

Il ressort de ces chiffres et du graphique n° VI que la consommation alimentaire totale est liée à la consommation totale et expliquée en grande partie par celle-ci. On retrouve ici un résultat connu, à savoir que lorsque le revenu augmente, les dépenses de chaque produit alimentaire ou non alimentaire augmentent en général aussi, non pas proportionnellement mais dans des rapports variables (1).

<sup>(1)</sup> Voir l'élasticité des dépenses des ménages d'après les enquêtes sur les budgets familiaux de 1951 et 1952, par J. VORANGER, « Annales de Recherches et de Documentation sur la consommation », avril-juin 1956.

#### **GRAPHIQUE IV**

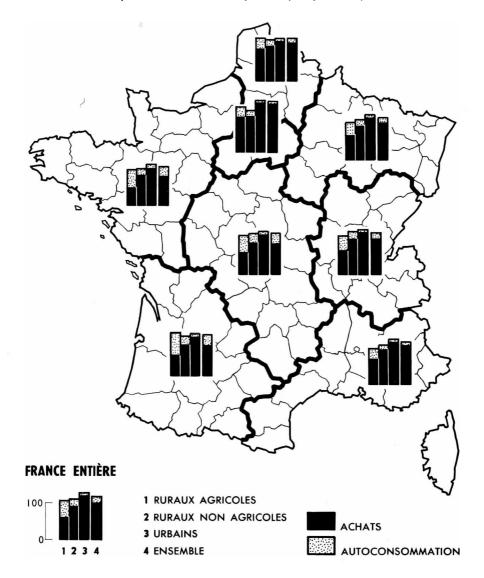
Consommation alimentaire moyenne (Achats et autoconsommation) (en milliers de francs par an par ménage)

FRANCE ENTIÈRE 400 300 200 1 RURAUX AGRICOLES 100 2 RURAUX NON AGRICOLES ACHATS 3 URBAINS AUTOCONSOMMATION 1 2 3 4 4 ENSEMBLE

#### **GRAPHIQUE V**

## Consommation alimentaire moyenne (Achats et autoconsommation)

(en milliers de francs par an par personne)



Examinons maintenant la part de l'autoconsommation dans la consommation totale ; pour cela on a calculé les pourcentages suivants à partir des dépenses par personne (tableau  $n^\circ$  6).

L'autoconsommation est la plus forte chez les agriculteurs : 22,6 % en moyenne, forte surtout dans l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest où elle atteint 26 à 31 % de la consommation totale. Elle est de 8,8 % chez les ruraux et

très faible chez les urbains : 1,7 %. Pour ceux-ci l'autoconsommation indiquée doit provenir de jardins familiaux ou de petites exploitations secondaires. On observe donc bien une influence du type social (1).

TABLEAU N° 5

PART DE LA DÉPENSE ALIMENTAIRE - ACHATS ET AUTOCONSOMMATIONDANS LA DÉPENSE TOTALE

RÉGIONS	Agriculteurs	Ruraux	Urbains	Ensemble
Région parisienne .	38,4	44,3	39,1	39,3
Nord	50,7	52,4	46,1	48,0
Ouest	53,8	51,4	45,6	49,8
Nord-Est	50,0	50 <b>,2</b>	45,4	47,4
Centre	57,7	53,6	44,3	50,8
Centre-Est	52,0	49,4	42,6	46,1
Midi méditerranéen	54,4	50,3	44,1	46,4
Sud-Ouest	60, 3	51,6	43,9	50,4
			-	
ENSEMBLE	54,1	50,8	42,6	46,1

TABLEAU N° 6

RÉGIONS	Agriculteurs	Ruraux	Urbains	Ensemble
Région Parisienne Nord Ouest Nord-Est Centre Centre-Est Midi méditerranéen Sud-Ouest	12,8 26,3 16,6 25,9	5, 1 8, 2 9, 4 7, 3 12, 3 8, 3 5, 1 11, 7	0,6 1,7 3,3 1,8 3,1 2,3 1,9 2,2	0,9 4,4 11,9 5,4 12,2 6,8 4,4 12,8
ENSEMBLE	22,6	8,8	1,7	6,5

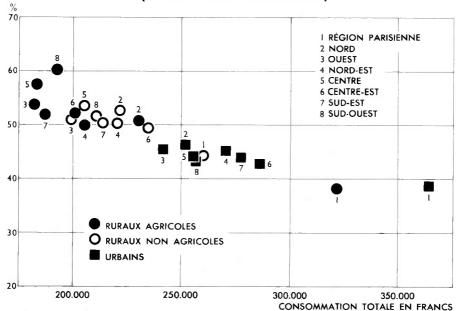
#### b) Les dépenses non alimentaires :

On a pu vérifier comme dans le cas des dépenses alimentaires que la somme des dépenses non alimentaires était liée à la dépense totale et bien expliquée par elle. Mais lorsqu'on passe de l'ensemble à des postes plus petits et assez homogènes indiqués dans les tableaux I et II, cette liaison devient moins nette et cela permet justement de repérer les effets de la localisation géographique des consommateurs sur leurs dépenses. On a calculé des indices régionaux de dépenses par produit (tableau IV) pour les trois types sociaux séparément afin de mieux discerner les influences purement régionales des influences de comportement social.

<sup>(1)</sup> Une étude plus détaillée est faite dans l'article de M. SEIBEL (voir ci-après p. 25).

GRAPHIQUE VI

Part de l'alimentation dans la consommation totale par personne
(Achats et autoconsommation)



GRAPHIQUE VII

Rapport de la dépense par personne d'hygiène et soins dans chaque région à la moyenne pour la France, chez les Urbains

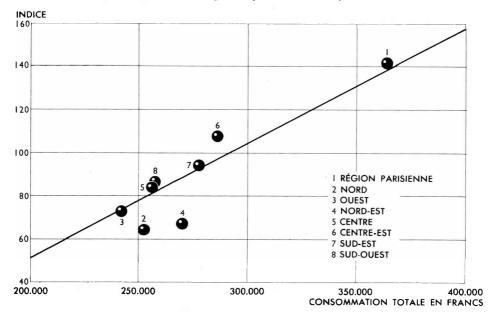


TABLEAU Nº 7

#### INFLUENCE DE LA RÉGION SUR UNE CONSOMMATION DÉTERMINÉE

Une influence positive est désignée par le signe +

Une influence négative est désignée par le signe -

			C	ATÉGORIE DI	E POPULATIO	ON		
DÉPENSES	Agriculteurs		Ruraux non agricoles Urba		ins Ens		semble	
	+	-	+	-	+	-	+	-
Habillement	Nord	Rég. Paris.	Centre-Est	Nord Rég. Paris				
Loyers et charges	Ouest Rég. Paris.						Ouest	
Equipement du logement	Nord-Est		Nord-Est	Midi	Nord-Est	Midi	Nord-Est	
Fournitures, énergie	Nord		Nord				Nord	
Hygiène et soins	Centre-Est	Nord		Nord Nord-Est		Nord Nord-Est		Nord Nord-Est
Transports, vacances			Sud-Ouest	Rég. Paris. Centre		Nord-Est		
Culture et loisirs		-	Centre					
Dépenses diverses	Midi Nord-Est		Nord-Est	Midi	Nord Nord-Est	Centre-Est Sud-Ouest	Nord Nord-Est Midi	

Ces indices sont les rapports entre les dépenses moyennes par personne de chaque type social des huit régions et les moyennes correspondantes pour la France entière. pour certains grands postes de dépenses non alimentaires. La base 100 correspond ici à la dépense moyenne d'un type social dans la France entière pour le poste considéré.

On suppose que les indices varient d'une région à l'autre proportionnellement (1) à la consommation totale des habitants de la région, toute différence dans la proportionnalité indiquant une influence régionale.

Les indices ont été portés sur des graphiques en fonction de la consommation totale des ménages de chaque région ; on a reproduit ici seulement un de ces graphiques (n° VII). Ils permettent de repérer les régions où la proportionnalité d'une dépense particulière avec la consommation totale n'existe pas. Il ressort de la lecture de ces graphiques, établis à partir des dépenses par personne, qu'il existe une influence régionale dans les cas récapitulés au tableau n° 7.

Les observations rassemblées dans le tableau n° 7 permettent donc de conclure qu'indépendamment du niveau de consommation totale des types sociaux intéressées :

- la dépense d'habillement semble faible chez les agriculteurs et les ruraux de la région parisienne et forte chez les agriculteurs du Nord et les ruraux du Centre-Est;
- la dépense de loyers et charges est forte chez les agriculteurs de l'Ouest et de la région parisienne;
- la dépense d'équipement du logement est forte chez les habitants du Nord-Est, faible chez les urbains et les ruraux du Midi ;
- la dépense de fournitures et d'énergie est forte chez les ruraux et les agriculteurs du Nord;
- la dépense d'hygiène et soins est faible dans le Nord et le Nord-Est;
- la dépense de transport et vacances est faible chez les ruraux de la région parisienne et du Centre et aussi chez les urbains du Nord-Est; elle est forte chez les ruraux du Sud-Ouest;
- la dépense de culture et loisirs semble être forte chez les ruraux du Centre;
- les dépenses diverses sont fortes dans le Nord-Est pour les trois catégories, ainsi que chez les urbains du Nord, et les agriculteurs du Midi; elles sont faibles chez les urbains du Centre-Est et du Sud-Ouest.

#### III. --- PART DE CHAQUE RÉGION DANS LE MARCHÉ TOTAL

Le tableau n° V (en annexe) donne la part de chaque région dans la consommation de chaque produit, pour deux types sociaux seulement : les ruraux, agriculteurs ou non, et les urbains.

On a porté sur le graphique n° VIII la part de chaque région dans la dépense totale mesurée par la somme des achats seulement (tableau n° 8).

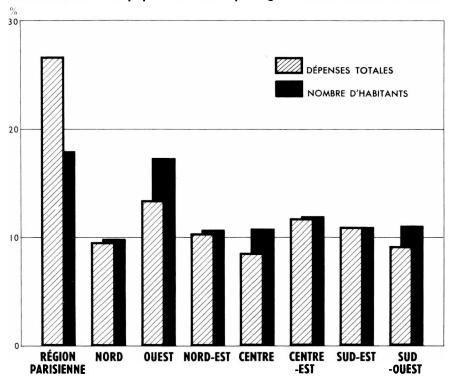
La région Parisienne représente à elle seule 26,7 % du total des achats, contre 17,8 % de la population comptée en nombre d'habitants et 20,6 % des ménages. La part de l'Ouest est de 13,3 % pour la consommation totale

<sup>(1)</sup> La proportionnalité de la dépense pour un poste à la consommation totale a été admise en première approximation. En réalité, chaque dépense n'est pas une fonction linéaire de la consommation totale.

avec 17,3 % de la population en nombre d'habitants et 15,6 % des ménages. Enfin, la part de chacune des six autres régions est de l'ordre de 10 % pour des pourcentages de population voisins de 11 %.

#### **GRAPHIQUE VIII**

Part des dépenses totales et du nombre d'habitants de l'ensemble de la population de chaque région dans le total de la France



Le tableau nº 8 montre que la part des ruraux dans la consommation totale est de 33,5 pour 42,2 % de la population soit 20 % de moins, tandis que pour les urbains les chiffres correspondants sont de 66,5 et 57,8 %, soit 14 % de plus. Cela montre le niveau de dépenses plus élevé des urbains.

TABLEAU N° 8

RÉGIONS	Ruraux	Urbains	Ensemble
Région Parisienne Nord Ouest Nord-Est Centre Centre-Est Midi méditerranéen Sud-Ouest	1,8 2,9 7,4 4,3 4,4 5,0 3,3 4,4	24,9 6,6 5,9 6,0 4,1 6,7 7,6	26,7 9,5 13,3 10,3 8,5 11,7 10,9 9,1
ENSEMBLE	33,5	66,5	100,0

En comparant la part régionale d'une consommation donnée à la proportion correspondante de la population, on retrouve des conclusions analogues à celles indiquées ci-dessus. On doit souligner cependant les pourcentages élevés que représentent chez les urbains de la région parisienne les dépenses de restaurant et les impôts dans les totaux correspondants à la France.

Rappelons enfin que ces résultats et ceux du tableau nº V (en annexe) se rapportent uniquement aux consommations des ménages résidents ; ils ne peuvent donc être comparés aux quotas régionaux déterminés à partir de chiffres d'affaires des commerces de détail dont la clientèle n'est pas nécessairement locale.